VIme Année. — No 124. PARAIT TOUS LES QUINZE JOURS Genève, 8 Avril 1905.

LE RÉVEIL

SOCIALISTE - ANARCHISTE

SUISSE ET ITALIE :
ABONNEMENTS : Une année, Fr. 2.— Six mois, Fr. 1.—
Le numéro : 5 centimes

Adresser lettres et communications :
RUE DES SAVOISES, 6
(GENÈVE) SUISSE)

UNION POSTALE UNIVERSELLE :
ABONNEMENTS : Une année, Fr. 3.— Six mois, Fr. 1.50
Le numéro : 10 centimes

SOYONS REVOLUTIONNAIRES

Le soi-disant socialisme scientifique et parlementaire a provoqué dans le mouvement d'émancipation prolétarienne une crise, dont même les anarchistes n'ont su reconnaître toute l'étendue. En effet, il faut l'avouer franchement, nous avons aussi été atteints par les effets d'une propagande dissolvante, et malgré notre incessante polémique contre les légalitaires, nous n'avons payé qu'un trop large tribut au légalitarisme.

Les derniers événements de grèves générales, s'ils ont été la confirmation éclatante de nos principes et de la méthode préconisée par nous, ne nous ont pas moins surpris presque entièrement au dépourvu et dans la plupart des cas nous n'avons su apporter au peuple que le secours habituel des députés : des paroles ! Or, s'il devait en être encore ainsi, nous aurions vite perdu les sympathies que les masses populaires nous gardent, malgré les calomnies de la bourgeoisie intéressée et surtout des boutiquiers du légalitarisme, soucieux avant tout de garder les places conquises à l'auge étatiste.

Notre but immédiat, et nullement lointain, étant la révolution, car nous ne croyons possible aucun changement sérieux avant qu'un certain nombre de barrières existantes soient renversées, notre action pratique doit envisager avant tout notre participation aux mouvements populaires qui éclatent presque spontanément, à la suite de crises ou d'événements que nous pourrions souvent prévoir. Voilà ce que trop d'anarchistes semblent avoir oublié. Un certain nombre d'entre eux ont une tendance à devenir par trop *bourgeoisement* pratiques, alors que nous devons l'être révolutionnairement, chose bien différente.

C'est ainsi que ces derniers temps pour cacher l'impuissance révolutionnaire, nous avons vu remettre à neuf le coopératisme, les milieux libres, les universités populaires, le néo-malthusianisme et même l'anti-alcoolisme ! Toutes choses excellentes, nous n'en disconvenons pas, mais à une condition : c'est qu'elles ne représentent qu'un travail à côté, supplémentaire, et n'absorbent pas le meilleur de nos énergies.

A moins de proclamer que toute la critique socialiste est mensongère, et elle ne l'est nullement, nous devons nous attendre à voir certains conflits économiques arriver à l'état aigu, nous devons prévoir le déchaînement de nouvelles guerres, amenant des situations révolutionnaires dont il faut que nous sachions profiter. Pendant ces trente dernières années, les légalitaires volontairement, nous involontairement, avons joué le plus ridicule rôle de dupes que l'on puisse imaginer. Chaque fois que nos maîtres se sont trouvés dans une situation difficile, tout en protestant et en hurlant contre eux, nous les avons stupidement aidés à surmonter les difficultés du moment, à traverser la crise, sans nous soucier de faire disparaître les causes auxquelles elle était due, nous résignant ainsi à être les victimes des crises à venir que la persistance des mêmes iniquités sociales ne peut manquer de produire.

Il ne faut jamais remplacer la lutte par la coopération de classes, sous le prétexte fallacieux de parer aux besoins les plus urgents. Lorsque les maux dont souffre la foule viennent s'aggraver par l'augmentation surtout du chômage et de la misère, engendrés fatalement par le salariat, laissons aux hypocrites de la philantropie leurs appels aux communes et à l'Etat, leurs caisses de secours auxquels participent les plus notoires exploiteurs, qu'on ne tarde pas à proclamer des bienfaiteurs ! Les salariés en s'associant ne doivent pas remplacer la mendicité individuelle par la mendicité collective, mais devenir toujours plus agressifs vis-à-vis de toutes les institutions actuelles. Le problème ne se pose pas ainsi : « Comment pouvons-nous rendre plus supportable le régime capitaliste?» Bien au contraire, nous devons susciter contre lui le plus de haines et le plus de difficultés possibles. Il ne faut jamais justifier aux yeux de la foule l'existence de ce régime, basé sur la plus révoltante des injustices, la propriété par une minorité de privilégiés de la richesse commune, ni laisser croire, ce que d'ailleurs les faits de chaque jour démentent, qu'il peut nous apporter les remèdes à ses propres maux, mais faire ressortir avec toujours plus de vigueur et de clarté la nécessité urgente de sa destruction.

L'Etat bourgeois ne peut réaliser n'importe quel programme vraiment profitable à la classe ouvrière qu'en se détruisant lui-même. Et c'est bien là ce que nous promettaient les Machiavel du socialisme parlementaire de jadis, car ceux d'aujourd'hui déclarent ouvertement vouloir s'emparer de l'Etat pour le continuer et même le fortifier. Assigner aux institutions existantes la réalisation de nous ne savons quels avantages pour le peuple, c'est en reconnaître la bonté d'autant plus grande que ces avantages sont plus nombreux, c'est aussi proclamer l'utilité du maintien de ces mêmes institutions aussi longtemps qu'il leur reste un rôle utile à jouer.

L'esprit conservateur se développe en raison directe de la foi qu'on garde aux formes économiques ou politiques sous lesquelles on vit. La bourgeoisie qui a trouvé dans le parlementarisme l'exercice d'une puissance politique la mieux adaptée à sa puissance économique, voit sa domination d'autant plus affermie que la foi dans le bulletin de vote est plus grande. S'il est vrai qu'on juge l'arbre d'après ses fruits, que signifie la critique des socialistes parlementaires, du moment qu'ils croient encore l'arbre bourgeois capable de mûrir tous les fruits, si nombreux et si exquis, promis dans leurs programmes électoraux ?

L'esprit révolutionnaire naît non seulement de la constatation de tous les maux engendrés par les institutions actuelles, mais surtout de la conviction profonde qu'elles sont impuissantes à y remédier. Peu nous importe le degré plus ou moins grand de bonne ou de mauvaise foi de tous les sauveurs et amis du peuple, il nous suffit de reconnaître de la façon la plus incontestable leur impuissance. Et dès lors il n'y a qu'à choisir entre une résignation lâche et désespérée et la révolte ouverte.

Le désir de bien-être est naturel, instinctif chez tous les hommes et capable aussi de susciter des énergies. Dans de nombreuses occasions, elles se seraient déjà manifestées, si depuis plusieurs années on ne travaillait pas à détruire au sein du peuple la foi dans le socialisme pour lui redonner celle dans les vieilles réformes des vieux programmes radicaux. Mais la faillite du réformisme aussi ne saurait tarder, elle est inévitable, à moins de reconnaître au système capitaliste une vertu dont nous n'avons encore eu aucun exemple.

Que les camarades donc ne se découragent pas par le fait que nous ne sommes encore qu'une infime minorité. Les jours ne sont pas loin où nous allons voir surgir autour de nous la foule désabusée et alors il ne s'agira plus de prêcher la révolution, mais de la réaliser. Nous ne devons pas nous attendre à ce que les ignares de la veille fassent ce que ne sauront pas faire ceux-là qui se plaignaient d'être les seuls à avoir pénétré la vérité. Rappelons-nous que rien ne nous sera moins pardonné que notre hésitation ou notre modération, et ne cessons pas d'approfondir la question : Que ferons-nous ?

L. B.

Un suicide

On pouvait lire sous ce titre dans les quotidiens de la quinzaine la petite nouvelle que voici :

L... M... — c'est le nom du désespéré — agriculteur, 40 ans, genevois, domicilié en Braille, commune de Versoix, se trouvait gêné ; ses outils aratoires devaient être vendus aujourd'hui. Le pauvre homme a été trouvé au bas des escaliers de sa grange, un fusil d'ordonnance placé à ses pieds.

L. M. qui était veuf, laisse deux enfants en bas âge, dont il faut plaindre la navrante situation qui va leur être faite.

Nous doutons fort que les pasteurs qui célèbrent sur le mode lyrique les beautés du militarisme, défenseur de nos «belles institutions », s'émeuvent pour un fait aussi mince. Le malheureux, qui a échappé par la mort aux étreintes de nos lois, n'avait pas une table richement servie autour de laquelle ces parasites de la richesse et du budget auraient pu prendre place.

C'est avec le fusil qu'on lui avait donné pour défendre la propriété des autres, qu'on lui avait appris à manier pendant des semaines d'inutiles répétitions, qu'il a faussé compagnie aux huissiers chargés de vendre ses outils, c'est-à-dire la seule ressource d'un homme pour qui le travail est la vie et le moyen de vivre tout à la fois. Car le créancier, insatiable parce que riche, réclame la réalisation du gage et la loi terrasse le pauvre et le livre à son agresseur.

Il n'y a rien là qui puisse nous étonner. Nous savons que la propriété du riche est sacrée et qu'il a tous les droits sur celle du pauvre. Mais ce qui nous surprend c'est qu'un homme acculé et résolu à la mort ne tente pas, avant de disparaître, de redresser nos «belles institutions» avec le même fusil qui devait les défendre. Ce serait d'un bel exemple, qui ferait prévaloir rapidement un moyen de réformes auquel nous ne pourrions nous empêcher de souscrire.

G. H.

ENNEMIS DU SOCIALISME

(Choses de Russie)

Une chose nous attriste profondément, c'est de voir les anarchistes devenir constitutionnalistes et républicains, sous prétexte qu'il est inopportun de parler d'anarchie à l'heure qu'il est en Russie. Ainsi le camarade Jean Grave — on peut le dire puisqu'il ne le cache pas lui-même — a fait imprimer de petites affiches multicolores, où l'on peut lire : « Vive la République russe ! » — « Demandons le rappel de notre ambassadeur à Saint-Pétersbourg ! » — etc. Que penser d'un anarchiste qui, au moment d'une révolution, commencée après tout par le peuple, se borne à hurler : «Vive la république ! » et ne trouve les moyens de soutenir cette révolution qu'en reniant ses principes ?

Je suis heureux de constater qu'au *Réveil* on n'ait pas commis cette éternelle faute qui consiste à exalter le modérantisme d'un mouvement. Le camarade G. H., ici même, a souligné quelques traits caractéristiques du mouvement qui agite actuellement la Russie, et fait connaître également le cri d'alarme de : « Guerre aux anarchistes ! » poussé par les partis politiques.

C'est, en effet, le seul cri de ralliement. Nous trouvons logiques les politiciens, russes ou autres, dans leur haine des anarchistes, mais ce qui n'est nullement logique, c'est de voir nos camarades s'associer moralement à ces mangeurs d'anarchistes.

Guerre aux anarchistes !

Et, sous cette appellation, les libéraux et social-démocrates englobent tous ceux qui prennent au sérieux leurs *principes socialistes* et se déclarent prêts à agir par la parole, par la plume ou par le fait *comme socialistes*, rien que comme socialistes. En un mot ils visent tous ceux qui n'ont pas foi en un pur changement de forme de gouvernement et enseignent au peuple la nécessité d'une grande révolution, capable de balayer *tout* le régime actuel et de renouveler ainsi les sources mêmes de la vie russe.

Anarchistes — ceux qui encouragent les paysans à prendre la terre à ceux qui la détiennent actuellement dans leur intérêt exclusif pour la rendre au bénéfice de la communauté, dans la main du « Mir », qui, malgré le désir pieux des social-démocrates, n'est pas encore complètement tué par la fameuse « concentration des capitaux ».

Anarchistes — ceux qui « excitent les paysans » en leur disant que la terre ne doit appartenir qu'à ceux qui la cultivent et qu'il est de leur intérêt et dans l'intérêt même de la révolution, de tenter dès maintenant l'expropriation.

Anarchistes — ceux qui enseignent aux ouvriers la nécessité de la lutte économique, et leur inculquent l'esprit critique toujours nécessaire, mais surtout dans les périodes de bouillonnement révolutionnaire, pour ne pas être dupé, trompé, exploité, pour ne pas faire, comme cela est arrivé trop souvent, de son sang et de sa misère, une révolution pour les autres.

Anarchistes — ceux qui disent aux travailleurs qu'ils constituent *une classe à part*, dont les intérêts sont irrémédiablement opposés aux intérêts des autres classes, privilégiées de telle sorte qu'il ne peut y avoir communauté d'intérêts entre ces classes, quel que soit le moment historique qu'elles traversent.

Anarchistes — ceux qui prêchent la lutte sans relâche contre la sacro-sainte propriété privée, ceux qui apprennent au peuple que la base de tous les esclavages modernes c'est l'esclavage économique, de même que la base de la puissance politique des classes privilégiées c'est leur puissance économique ; qu'il faut supprimer celle-ci pour anéantir celle-là.

« Guerre à tous ces gens-là ! Guerre à tous ces excitateurs, à tous ces provocateurs ! »

Eh bien, nous autres anarchistes, nous devons être fiers de cette haine manifeste de tous les ennemis des principes socialistes. L'anarchisme est très peu développé en Russie, mais malgré cela, le spectre anarchiste inquiète beaucoup la bourgeoisie russe, chez laquelle se réveille un désir fiévreux d'exploitation et d'enrichissement, comme chez la bourgeoisie française sous la monarchie constitutionnelle de Louis-Philippe.

Les social-démocrates sont inquiets aussi : l'anarchisme, c'est leur éternel cauchemar. Pour les social-démocrates, d'accord sur ce point avec les libéraux, *le prolétariat ne doit songer actuellement qu'à des réformes politiques et par conséquent tous ceux qui tentent de l'entraîner au-delà de ce « possible » jouent le rôle de provocateurs.*

Ainsi le *Vpered* (En avant!), organe de la « majorité » du Parti social-démocrate, dans son no 10, fait la déclaration suivante :

C'est maintenant le moment pour le prolétariat socialiste de se mettre à la tête du peuple pour réaliser révolutionnairement son programme-*minimum* (c'est moi qui souligne), lequel doit devenir l'étendard de la démocratie russe tout entière. Le prolétariat réalisera entièrement ce programme et créera ainsi un fondement pour la lutte socialiste future. Nous répudions comme utopique, *comme une provocation inconsciente* toute tentative d'imposer au prolétariat un but dont la réalisation est impossible actuellement étant donné les conditions politiques et économiques soit la réalisation du programme-maximum, c'est-à-dire la réalisation du régime socialiste. Nous expliquerons à l'ouvrier, sans nous lasser, que seulement l'organisation sur le terrain de la lutte de classe des ouvriers des villes et des campagnes constitue une garantie permettant d'espérer la libération du travail du joug du capital. Mais nous répudierons aussi avec mépris les timorés qui regardent autour d'eux dans l'espoir de trouver un général ou un sénateur libéral pour lui confier la révolution et se mettre ensuite modestement de côté. Non ! Mettez-vous de côté, vous — les généraux et les sénateurs, vous — les professeurs et les capitalistes. Le prolétariat va de l'avant pour *vous édifier votre république bourgeoise, mais il l'édifiera de telle sorte qu'il lui soit facile de la réédifier sur la base socialiste quand l'heure viendra.*

Voilà au moins une déclaration qui est claire. Il en ressort que le prolétariat doit fixer volontairement une borne à la révolution ; il doit l'enserrer dans les limites du programme-minimun, mais comme celui-ci doit devenir l'étendard de la démocratie russe toute entière, il est évident qu'il ne doit contenir rien, absolument rien, qui soit contraire aux intérêts de la bourgeoisie, car la démocratie russe est faite avant tout de la bourgeoisie luttant pour sa dictature sur les classes opprimées. Cela est certain pour quiconque veut réfléchir. Dire que le prolétariat doit se lancer dans la révolution avec un programme minimum, acceptable « par la démocratie toute entière », c'est dire que le prolétariat doit renoncer à servir ses intérêts et se dévouer pour amener dans les mains de la bourgeoisie, fusilleuse et exploiteuse, l'assiette au beurre.

Et que veut dire cette phrase : « Nous répudions comme une provocation inconsciente toute tentative d'imposer au prolétariat etc. » Il n'y a pas en Russie, il n'y a jamais eu un parti voulant imposer le socialisme au peuple. Ces paroles sont d'autant plus absurdes qu'elles visent les anarchistes et quelques socialistes anti-autoritaires. Or nous n'avons jamais parlé ni dans notre propagande orale, ni dans notre littérature d'une pareille absurdité. Nous avons seulement dit et disons encore que lorsque les deux classes privilégiées : la classe des hauts financiers et féodaux, qui trouve son expression dans l'autocratie, et la bourgeoisie moyenne, qui voudrait avoir sa part au pouvoir, sont brouillées et se mordent à belles dents, alors que cette lutte désorganise le gouvernement, le prolétariat doit profiter de cette situation particulière pour conquérir des avantages *pour lui* autant qu'il sera possible d'en conquérir.

Nous nous opposons avec toute notre énergie à ce qu'on limite artificiellement la révolution dans l'intérêt de la bourgeoisie grandissante. Nous pensons que dans la guerre que se font actuellement les deux classes bourgeoises, le prolétariat ne doit pas intervenir pour soutenir l'un ou l'autre des combattants, mais qu'il doit marcher comme une classe séparée ayant ses propres intérêts et doit lutter pour le triomphe aussi complet que possible de ces intérêts.

Nous insistons surtout sur la nécessité pour le prolétariat d'attaquer avec toute sa force le principe même de la propriété privée et, pour ce faire, nous sommes partisans d'une action socialiste ayant pour but d'entraîner le peuple sur ce terrain de lutte. Voilà comment nous posons la question.

Et c'est pour cela que nous nous réjouissons de voir les paysans s'insurger contre les féodaux, de les voir non seulement exproprier de

leurs terrains les grands propriétaires, mais encore leur reprendre les produits et les machines agricoles. Mais ces faits de « vandalisme » n'ont pas la sympathie de nos jacobins.

En Pologne, les ouvriers (*conscients* selon nos social-démocrates) ont exécuté cinq autres ouvriers pour un vol commis et le Parti socialiste polonais, au lieu d'expliquer aux ouvriers tout l'odieux de cette exécution, se vante d'avoir dans ses rangs de tels *révolutionnaires*. Un beau parti que ce parti socialiste se constituant volontairement le chien de garde de la propriété privée ! Et ce sont de bons, de purs, de scientifiques socialistes !

De même, les faits du « vandalisme » paysan ne jouissent pas de la sympathie de nos social-démocrates. Dans le nº 11 du même *Vpered*, que nous avons cité plus haut, nous trouvons l'insinuation que ce sont des agents du gouvernement qui organisent les révoltes de paysans.

Et, naturellement, on ne manquera pas de traiter de mouchard, d'agent de la réaction, etc., tout homme auquel viendra l'envie de soutenir les paysans dans leur fervent désir de reprendre la terre à leurs exploiteurs.

Du reste, cela n'est pas étonnant de la part d'un parti qui déclare : « vouloir soutenir et pousser en avant le mouvement paysan pour *autant* qu'il se manifeste comme mouvement démocratique révolutionnaire » (*Vpered*, nº 11, article de fond).

On ne veut que hâter le règne de la bourgeoisie, on ne veut qu'un petit parlement où, à la place de la lutte de classe, on pratiquera la tolérance, la promiscuité des classes et leur coopération contre le prolétariat, évidemment, comme nous l'avons vu en France, en Allemagne, en Suisse et ailleurs.

Comme variante, écoutons ce que disent *Les dernières Nouvelles*, nº 223, organe du *Bund* (Parti social-démocrate juif). Un correspondant, membre du parti, en parlant du mouvement agraire dans le gouvernement de Vitebsk nous raconte les exploits de deux orateurs du parti. L'un d'eux essaye de persuader les paysans révoltés que « par le pillage et par d'autres moyens violents les paysans n'arriveront pas à améliorer leur situation et fait appel à leur énergie pour lutter contre la racine du mal — l'autocratie ». Dans la même province, les paysans, ayant décidé de mettre la main sur le domaine du comte Plater, s'adressent aux ouvriers de fabrique pour leur demander leur concours, mais les social-démocrates sont là et l'un d'eux, nous communique le même correspondant, « explique aux paysans que c'est impossible, que les ouvriers des villes songent à améliorer leur situation non pas au moyen du pillage, mais par la lutte politique organisée ». Les paysans ne se désespérant pas répondent : « Si vous ne voulez pas nous aider, restez au moins près de nous pour faire croire au comte que vous êtes avec nous. » Il va sans dire que le *conscient* social-démocrate ne s'est pas laissé convaincre. Plus loin, le même social-démocrate se vante du fait que ses collègues ont réussi à dissuader les paysans de commettre un acte terroriste.

C'est comme le journal *Iskra*, organe de la « minorité » du Parti socialiste démocrate, qui se vante aussi (voir nº 91) d'avoir diminué en Géorgie le nombre des actes de *vengeance* exercés contre les personnes des ennemis du peuple.

Ainsi, non seulement la bourgeoisie radicale, mais encore les socialistes sont opposés à tout mouvement dirigé contre la base de l'esclavage moderne, la propriété privée. On a beau nous dire que le prolétariat russe « édifiera la république bourgeoise de telle sorte qu'il soit facile de la réédifier quand l'heure viendra » sur les bases socialiste ; nous savons par l'expérience faite en France et en d'autres pays républicains que la république bourgeoise, une fois édifiée, se défend énergiquement contre toute tentative de réédification.

C'est à désespérer de voir ainsi les socialistes travailler avec un tel acharnement dans l'intérêt de la révolution bourgeoise et contre la révolution sociale !

K. Iliachvili.

A propos de Gapone

Le bureau international socialiste, siégeant à Bruxelles, a fait savoir aux organisations ralliées à sa juridiction que deux lettres publiées sous le nom du prêtre réfractaire étaient d'authentique origine. L'une de ses lettres nous montre que les différents partis socialistes russes s'étaient livrés à une véritable confiscation de sa personnalité à leur profit exclusif, puisqu'il déclare n'avoir encore adhéré ni à l'une ni à l'autre des organisations qui s'en réclamaient.

« Evitez les bavards», disait Gapone dans son manifeste du 7/20 février adressé au peuple russe. Il aura eu l'occasion de s'apercevoir dans ses pérégrinations — puisque pérégrinations il y a eu — que les bavards du dehors sont plus à craindre encore que ceux du dedans et qu'il vaut mieux placer sa confiance sur la tête d'un simple moujik que sur celle de certain chef socialiste dont l'entourage, si ce n'est pas lui-même, n'a pas su se contraindre à la plus élémentaire prudence. Ah ! si quelque anarchiste s'était trouvé dans la situation de M. Plekhanoff, celui-ci, dont le labeur unique de toute sa vie consiste en un volume d'insultes et d'ineptes calomnies à l'adresse de ses adversaires anarchistes, n'aurait pas manqué d'ajouter un dernier chapitre et de traiter d'agent provocateur l'auteur de cet inutile bavardage, qui aurait pu avoir de très dangereuses conséquences.

Pour un délégué de la Russie au congrès d'Amsterdam, pour une des lumièree du socialisme scientifique, pour un homme qui se croit appelé à jouer un rôle décisif dans l'histoire contemporaine, c'était manquer de sérieux, vraiment. Le reporter dont le récit du passage de Gapone à Genève, d'après Mme Plekanoff, était rectifié par l'époux quelques heures après, lui a donné cependant un démenti formel.

Mais il y a mieux. Dans le monde socialiste réformiste, c'est comme chez Nicolet : De plus fort en plus fort. Le *Peuple*, quelques jours après, publiait une lettre de Gapone au tsar précédée d'une mention spéciale en caractères très gras : lettre de Gapone qu'il envoie **aujourd'hui même** au tsar, faisant savoir ainsi que son auteur était dans nos murs.

Tout cela, passé depuis plusieurs semaines n'a plus qu'un intérêt purement rétrospectif, mais nous avons tenu à rappeler ces faits pour fortifier notre documentation contre les habiles du socialisme scientifique qui ne perdent pas une occasion de faire parade de leurs relations et de profiter de toutes les circonstances pour vendre leur papier, sans souci de faire dresser l'oreille aux policiers qui, à leur dire, pullulent dans le pays.

G. H.

Les Sciences et les Arts sous la Commune

Pendant la Commune, du moins jusqu'à l'entrée de l'Armée de Versailles, la vie se poursuit à Paris, normale et régulière. On en sait peu de chose encore, et c'est dommage, car au milieu des tracas journaliers, des surprises de chaque minute, des souffrances de toutes espèces, la Commune montra son amour de la vie harmonieuse, intense et belle, en tout et partout.

Le peintre Courbet, président de la *Fédération des Artistes*, lança le chaleureux appel que voici :

« Chacun se livrant sans entrave à son génie, « Paris doublera son importance. Et la vie in« ternationale pourra offrir aux arts, à l'in« dustrie, au commerce, aux transactions de « toutes sortes, aux visiteurs de tous pays, un « ordre impérissable, l'ordre par les citoyens, « qui ne pourra pas être interrompu par les « prétextes de prétendants monstrueux. »

La fédération artistique à laquelle adhéraient des Corot, Régnault, Cuvilhier, Vannier, Pilotell, etc., déclarait dégager l'art de toute tutelle gouvernementale et de tout privilège. La fédération demandait :

« La conservation des trésors du passé ;

« La mise en lumière de tous les éléments du présent ;

« La régénération de l'avenir par l'enseignement. »

Dans le journal de l'association, *L'Officiel des Arts*, la partie littéraire, celle des dissertations esthétiques devait être un champ libre, grand ouvert à toutes les discussions et à tous les systèmes. Par la parole, la plume, le crayon, par la reproduction des œuvres, par l'image intellectuelle et moralisatrice qu'on peut répandre partout et afficher aux mairies des plus humbles communes de France, le comité voulait concourir à l'inauguration du luxe populaire, aux splendeurs de l'avenir communal.

Puis la société créa la section des objets d'art qui permettait au talent de se manifester sous toutes les formes et de donner des chefs d'œuvre du plus simple des objets. Cette commission fonctionnait depuis le 10 avril 1871, alors que l'Assemblée de Versailles propageait les soi disant tendances de la Commune à détruire les arts.

Les musées étaient ouverts au public. Le jardin des Tuileries l'était aux enfants. Chaque soir les théâtres fonctionnaient — beaucoup trop, dans une période si révolutionnaire. Olicheot, le grand chanteur de l'Opéra, donna des solennités exceptionnelles. Les artistes de la « Gaité », que leur directeur a abandonnés, dirigent eux-mêmes leurs affaires. Dans les derniers temps, on prépare une réorganisation complète de tous les théâtres qui devront relever dorénavant de la direction de l'enseignement.

Les églises sont transformées en lieu de discussion et en salle de concert où, après la fatigue du jour et les alertes de la défense, l'on vient se délasser le cerveau et se réjouir les sens. Mozart, Meyerbeer, Beethoven, Wagner ont chassé les obscènités de l'Empire et des auteurs décorés. Aux Tuileries trois orchestres jouent dans les galeries, et les accords tombent dans les jardins.

Le 21 mai au soir, était donné à Paris un superbe concert aux bénéfices des victimes de la guerre sociale, veuves, orphelins, fédérés blessés. Ces concerts sont de véritables triomphes. Agar y dit des vers des *Châtiments*. Deux cents exécutants y font entendre des accents d'harmonie sublime. Un peu avant cinq heures, l'un des organisateurs s'avance sur l'estrade :

« Citoyens ! M. Thiers avait promis d'entrer hier dans Paris. M. Thiers n'est pas entré. Je vous convie pour dimanche 28 mai, à la même place, à notre concert au profit des amis en détresse. »

Hélas, le 28 mai la Commune ne vivait plus.

***

Quant aux sciences, rappelons que les savants surent parfaitement et continuellement poursuivre leurs travaux. L'Académie des sciences se réunissait comme de coutume.

Le 3 avril, par exemple, le chirurgien Sédillot y présenta une brochure sur le pansement des blessures de guerre. Le docteur Drouet parla de la thérapie du choléra, tandis que M. Simon Newcombe, un américain, analysait au tableau le mouvement de la lune autour de la terre. M. Delaunay avait à rectifier des erreurs d'observations météorologiques. Le Dr Ducaisne s'occupait de la nostalgie à laquelle il opposait un traitement moral. M. Bourbouze, chimiste, l'un des inventeurs de la télégraphie sans fil, présentait un appareil électrique. M. Chevreul, lui, parlait de la classification radiaire dans les études embryologiques.

Le jour même où Versailles, au nom de l'ordre, apporta la mort dans Paris, ces messieurs du laboratoire discutaient du coefficient de l'équateur titulaire de la lune. Ce fut la dernière séance — et l'on n'osera soutenir que la faute en revienne aux communards.

***

La Commune fonda à Paris la première Ecole professionnelle. Les différents quartiers rouvrirent les écoles abandonnées par les congréganistes et les instituteurs de la ville.

Louise Michel, sa mère et une aide, tenaient entre autres, une classe de presque 200 élèves, fillettes de six à douze ans, petits enfants de trois à six ans, garçons et filles. La mairie de Clémenceau se chargeait d'en nourrir une bonne partie, les besogneux ; ils avaient du lait, du cheval, des légumes et souvent des friandises.

Au XXe arrondissement on habillait et alimentait également. La délégation du IVe disait :

« Apprendre à l'enfant à aimer et à respecter « ses semblables, employer en pédagogie exclu« sivement la méthode expérimentale et scien« tifique, partir toujours de l'exposition des « faits physiques, moraux, intellectuels, tels « sont les principes sur lesquels reposera dé« sormais l'Education communale. »

A côté de cela, partout des cours publics étaient ouverts, répondant à l'ardeur de la jeunesse. On voulait tout à la fois, arts, sciences, éducation intégrale, découvertes. La vie flamboyait et avait hâte de s'échapper du vieux monde.

J. W.-M.

LA FEMME A BARBE

Elle n'est pas un mythe. Elle existe sur notre terre genevoise. Soyez fiers, ô nationalistes ! Elle arbore des bas bleus et publie des articles militaristes dans le *Signal*, feuille dévote. Le *Journal de Genève* reproduit la prose de la nouvelle Bellone.

Et c'est bien, oui, à n'en pas douter c'est la femme à barbe, — la femme à barbe de Thérésa :

Entrez bonnes d'enfants et soldats,
C'est moi qui suis la femme à barbe !

C'est la vivandière de Béranger, passée femme à barbe à l'ancienneté :

J'ai pris part à tous vos exploits,
Songez, soldats, combien de fois
J'ai désaltéré vos victoires !

Car nulle autre femme que la femme à barbe n'aurait parlé de la vie des camps et de la caserne avec un tel accent :

« Dans les casernes on est bien logé, bien nourri, entouré de bons compagnons... tenu seulement à une série d'exercices excellents pour la santé..... »

Vous l'avez dit et bien dit, femme à barbe : la caserne c'est l'Eldorado ; la vie des camps c'est le paradis retrouvé.

C'est mieux encore : c'est « la vigueur » inaltérée, encore que toujours agissante. Vous le déclarez en termes clairs et concis, femme à barbe :

« Au point de vue physique — très important ce point de vue — la caserne a d'excellents résultats. Vous quittez un chétif employé (???), au teint de papier mâché *(sic)* et vous retrouvez un garçon vigoureux. »

Pour vous exprimer avec cette netteté péremptoire, il faut, ô femme à barbe, que vous vous y connaissiez. Honneur à votre compétence !

Après le « point de vue physique », voici « le point de vue moral ». Quand on est femme à barbe militariste, on a le devoir de regarder partout.

« Au point de vue moral, écrit la femme à barbe, les résultats sont meilleurs encore. Les différentes classes de la société entrent en contact *(hum ! hum !...)*, se pénètrent comme nulle part ailleurs. (En êtes-vous bien sûre, femme à barbe ?) Le service militaire est une école de solidarité.... Ceux qui n'ont pas passé par la caserne le regrettent toute leur vie. »

Noble regret où se révèle un cœur de femme délicat et tendre !

O Tolstoï, ô Descaves, ô Mirbeau, ô Renan qui avez osé parler de la vie militaire avec sévérité, que ne consultiez-vous la femme à barbe ! Le plomb vil de vos critiques se serait changé en l'or pur de l'éloge.

Nous n'aurions pas relevé l'apologie militariste de la prêtresse des casernes, si elle n'avait cru devoir agrémenter son panégyrique de quelques outrages et de certaines calomnies à l'adresse des disciples de Tolstoï. Tout le monde a le droit d'être ridicule, mais il n'est permis à personne de travestir, en les diffamant, des intentions et des actes honorables.

Femme à barbe, vous manquez à la vérité en accusant les Tolstoïstes et autres jeunes réfractaires, serviteurs d'une conscience, qui, pour n'être pas la vôtre, n'en est pas moins digne de respect, « d'être des paresseux, n'aimant pas à se lever matin », des « fervents du cabaret », des « chercheurs de réclames », de vils ambitieux, refusant le service militaire « dans l'espoir d'être portés par les socialistes au Grand Conseil..... »

Est-ce que nous vous avons accusé d'écrire pour flatter les Conseils de guerre et faire la cour aux gens des « hauts quartiers » ?

Nous ne supposons pas le mal, nous nous contentons de vous dire : « Faites-vous raser, femme à barbe — et ne nous rasez plus. »

Un Tolstoïste.

LA CONQUÊTE DU POUVOIR

M. Briand doit mal se consoler de l'obligation morale où il fut, de par son passé, de refuser le ministère que lui offrit M. Rouvier. Ancien champion de la grève générale, ancien propagandiste des milieux ouvriers et syndicatistes, ancien leader des éléments les plus jeunes et les plus avancés de son parti, M. Briand a été fortement émoussé et édulcoré pour les besoins de la vie parlementaire. Seul, il est resté « l'ami » de Millerand, traitre à son parti ; il est devenu le défenseur de la politique des « petits profits » et dans les milieux progressistes qu'inspire le *Temps*, il passe couramment pour le seul homme d'avenir et de bon ton du socialisme.

Qu'on ne s'étonne donc pas si, quelque jour, surgit un « cas Briand », second aspect du « cas Millerand », et si ce jour est peut-être proche. La question de la délégation, avec, derrière elle, l'avenir douloureux de la discipline socialiste imposée par l'unité, pourrait bien être pour M. Briand l'occasion de la rupture, comme le fut pour M. Millerand la question de la participation ministérielle.

(Le Courrier Européen).

Le *Peuple*, qui reproduit aussi ces deux alinéas du journal parisien, les fait suivre de commentaires dubitatifs. Hélas ! Il en fut de même pour le « cas Millerand ». L'organe genevois de la conquête du pouvoir et des places qui le soutiennent ne fut pas plus clairvoyant alors. C'était toujours le «cher camarade Millerand» jusqu'au jour où il fut, enfin, rejeté du parti socialiste francais. Pour nous, nous sommes fixés déjà sur Briand et son cas, si on lui en fait un. La comédie d'Annecy nous a ouvert les yeux. Cela nous suffit amplement pour prévenir toute duperie nouvelle.

LE LIEN LÉGAL

C'est une bien mauvaise besogne que celle qui consiste à chanter victoire alors que les conséquences d'un arrangement (intervenu à la suite d'une grève) peuvent être désastreuses pour la classe ouvrière.

Ce fut le cas de la grève des monteurs de boîtes de la Chaux de-Fonds. *Le Peuple* et d'autres journaux de boutique électorale avaient parlé d'une victoire complète obtenue « grâce à la discipline et au calme des ouvriers ». Cependant, malgré les conseils donnés de repousser certain article de la convention qui autorisait les patrons à faire citer les grévistes devant le tribunal pour rupture de contrat (oh, pour le principe seulement !), ceux-ci avaient passé outre, certains que les patrons *n'oseraient pas* mettre cette menace à exécution.

Elle a été bel et bien exécutée et c'est le tribunal des prud'hommes, composé de deux patrons, de deux ouvriers et d'un fonctionnaire (! ?) qui vient de bâcler un jugement par lequel le droit de grève est virtuellement supprimé.

Voici les termes de ce jugement qui va faire jurisprudence :

La brusque cessation de travail lors de la grève du 27 janvier a constitué une grave infraction à la loi sur les fabriques, notamment à l'art. 9.

La sortie d'une fabrique sans avertissement constitue pour le chef d'un établissement un important préjudice, et, pour ce motif, elle doit être en partie réparée suivant l'art. 50 du Code des Obligations.

Par ce motif, le tribunal condamne neuf ouvriers à payer au chef de la fabrique une somme représentant le salaire de douze journées de travail.

Voilà donc entre les mains du patronat une arme dont il usera sans cesse contre les syndicats ouvriers. Quelques corporations qui devaient se mettre en grève ont déjà renoncé à le faire pour éviter une nouvelle condamnation, sacrifiant ainsi le droit de coalition qui devrait être proclamé par les ouvriers envers et contre tous. Nous ne nous arrêterons pas au jugement. Parler d'infraction à la loi sur les fabriques, qui est partiellement appliquée et dont les applications constituent autant d'infractions graves à la lettre et à l'esprit de la loi, est une pure bouffonnerie.

Malheureusement les ouvriers de ce pays ne sont pas de taille à se rebiffer. L'éducation de la légalité les a agenouillés devant toutes les manifestations du pouvoir et de la force économique et, cette fois encore, leur esprit timoré aura raison de leur premier mouvement de colère. Du reste, certains jésuites du syndicalisme étroit et fermé doivent se réjouir de ce jugement favorable à la cause de l'arbitrage obligatoire dont ils sont les ardents partisans. Les grèves, voyez-vous, déroutent trop souvent la géographie électorale ! Rien de pareil à craindre avec l'arbitrage ! Les ouvriers y seront étranglés à huis clos dans les mêmes conditions qu'au tribunal des prud'hommes.

Si l'on réfléchit au fait que la loi sur les fabriques existe depuis 27 ans, l'on doit conclure du peu de puissance que les syndicats, très respectueux de la légalité, ont acquis pour se voir contester aujourd'hui leur raison d'être et leurs moyens d'action.